

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-autorite-publique-est-aux-mains-du-systeme-financier-Herve-Kempf>

« L'autorité publique est aux mains du système financier »

Hervé Kempf

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mardi 19 février 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Vous démontrez avec des exemples innombrables comment le monde glisse vers une sorte de régime autoritaire dont l'intention unique est de maintenir les privilèges d'une caste, l'oligarchie. Cela vous amène à une conclusion socialement et politiquement dramatique : la fin possible de la démocratie.

L'oligarchie est la définition d'un régime politique. L'oligarchie est un concept inventé par les grecs aux IV^e et V^e siècle av. J.-C. Les grecs ont défini les façons selon lesquelles les sociétés humaines pouvaient être gouvernées : la dictature, le despotisme, la monarchie, la tyrannie, la démocratie, qui est le pouvoir du peuple pour le peuple et par le peuple, et ensuite ils ont défini une autre forme de gouvernement qui est précisément l'oligarchie. L'oligarchie est le pouvoir aux mains de peu de personnes. Ce que je dis alors c'est que, au moins en Europe, nous glissons vers l'oligarchie. Le système politique actuel fait qu'un groupe de peu de personnes imposent ses critères au reste de la société.

Vous suggérez que nous sommes dans une phase de post-démocratie dans laquelle, avec l'objectif de se maintenir au pouvoir, l'oligarchie maintient une fiction démocratique.

Bien sûr. L'oligarchie répète sans cesse que nous sommes dans une démocratie et que tout est parfait. C'est une fiction. Même les intellectuels ont oublié le concept d'oligarchie et contribuent à nourrir la fiction. Tous les intellectuels en syntonie idéologique avec le capitalisme ont maintenu l'idée selon laquelle existaient seulement deux alternatives : ou la démocratie, ou le totalitarisme. Cela pouvait être compris au début à travers deux exemples : dans les années '30 avec Hitler, ou dans les années '50 ou '60 avec l'Union soviétique, on pouvait dire qu'il était précis d'opter entre la démocratie et ces deux dictatures. Mais cela est fini : depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et le naufrage de l'Union Soviétique, nous passons à un autre ordre. Mais les intellectuels qui sont au service du capitalisme ont persisté dans l'idée selon laquelle il y a seulement deux chemins : ou la dictature, ou la démocratie. C'est pourquoi il est important que le concept d'oligarchie soit bien présent pour comprendre que, progressivement, la démocratie nous a été volée. Les pays européens, et beaucoup plus les États-Unis, ont glissé vers un régime oligarchique où le peuple n'a déjà plus de pouvoir. La démocratie européenne est malade, elle s'est beaucoup affaiblie, et s'oriente de plus en plus vers l'oligarchie. En revanche, les États-Unis ont arrêté d'être une démocratie : c'est une oligarchie, parce que c'est l'argent qui détermine les orientations des décisions politiques. En réalité, l'oligarchie est une démocratie qui fonctionne seulement pour les oligarques. Dès qu'ils se sont mis d'accord entre eux, ils imposent les décisions. Nos systèmes ne peuvent plus s'appeler démocratie, parce que la puissance financière détient un pouvoir démesuré. L'autorité publique est dans les mains du système financier. Les pouvoirs publics ne prendront jamais de décision que puisse nuire aux intérêts économiques, aux intérêts de l'oligarchie financière. Nous devons accepter l'idée que ceux qui ont les rênes du pouvoir politique de l'État ne prennent pas de décisions pour le bénéfice de l'intérêt général. Leurs décisions peuvent aller à l'encontre de l'intérêt public.

Ce raisonnement implique que la souveraineté populaire a disparu, comme idée et comme pratique.

Effectivement. Déjà il n'y a plus de souveraineté populaire. Quand le peuple arrive à réfléchir, à discuter et à délibérer ensemble et prend une décision, l'oligarchie va contredire la décision populaire. En 2005 il y a eu en Europe un grand débat autour d'un référendum qui à la fin a été organisé en France et ensuite en Irlande et aux Pays-Bas sur un projet de traité de Constitution européenne. Pendant six mois, la société française a discuté de ce sujet comme elle ne le faisait pas depuis de nombreuses années. Les médias, appuyant la philosophie capitaliste, disaient « il faut voter oui, il faut voter en faveur du traité ». Mais le peuple français a voté « non ». Et qu'est-il arrivé ensuite ? Presque deux ans plus tard les gouvernements d'Europe ont imposé ce traité avec quelques légères modifications sous le nom de *Traité de Lisbonne*. Il y a eu alors une trahison extraordinaire de la volonté populaire. Nous retrouvons cet exemple dans d'autres endroits. Sans aller plus loin, en 1991, en Algérie, les islamistes ont gagné les élections législatives, mais les militaires ont interrompu le processus par un coup d'État qui a mené le pays vers une guerre civile épouvantable. Autre exemple : en 2005 les palestiniens ont voté pour choisir leurs députés.

C'est le Hamas qui a gagné. Cependant, tous les États, des États-Unis jusqu'à l'Europe, en passant par Israël, ont choisi d'ignorer le Hamas parce qu'ils le considèrent comme une organisation terroriste. On n'a pas respecté le vote du peuple palestinien. Le peuple en tant que tel est le cœur de la démocratie c'est-à-dire le principe à partir duquel tous partageons quelque chose. Le peuple n'est pas vous, Michel ou moi, mais tous ensemble. Nous partageons quelque chose et nous devons prendre une décision conjointe. Nous formons un corps, c'est pourquoi on dit « le corps électoral ». Mais ce qui est arrivé en Europe en 2005 marque une rupture profonde avec le peuple.

Cependant, entre l'idée d'oligarchie qui existait au début du XXe siècle et maintenant, il y a eu aussi une coupure radicale dans ce groupe.

Oui. Il y a eu une évolution de l'oligarchie. Maintenant nous pouvons parler des déviations de l'oligarchie poussée par l'évolution même du capitalisme. Durant les trente dernières années le capitalisme s'est transformé. Tout commence en 1980, quand Ronald Reagan gagne les élections présidentielles aux États-Unis et Margaret Thatcher arrive au pouvoir en Grande-Bretagne. À partir de là, non seulement s'est concrétisé un capitalisme orienté vers la spéculation financière, mais aussi une transformation culturelle, anthropologique a eu lieu. La philosophie capitaliste s'est répandue avec ce message : « *La société humaine n'existe pas* ». Pour les capitalistes, la société est une collection d'individus qui se trouvent dans une boule et son unique mission consiste à en tirer un maximum de profit. Pour les capitalistes, l'individu est séparé des autres, est en concurrence permanente avec eux. Dans cette vision, ce qui est commun n'est plus le peuple, mais le marché. Pour cette raison les gens ont tant de difficultés à se sentir un citoyen qui participe à un processus commun à tous. Le système a occulté une donnée : le phénomène fondamental qui s'est produit au sein du capitalisme au cours des trente dernières années fut l'augmentation de l'inégalité, dans tous les pays, y compris les pays émergents.

Nous sommes dans une phase cruciale de crise. Il n'y en a déjà plus une, mais plusieurs, et toutes se concentrent en même temps. La réponse de l'oligarchie est proportionnelle à l'intensité de ces crises : l'autoritarisme et la répression comme réponse.

Nous sommes dans un moment très délicat de l'humanité. La crise écologique s'aggrave de plus en plus et les crises sociales s'accroissent : Europe, États-Unis, les pays arabes, la Chine et Inde. Et face à l'augmentation des protestations populaires, l'oligarchie tend à aller vers une direction de plus en plus autoritaire, répressive, militaire. C'est ainsi en France, en Italie, en Angleterre, aux États-Unis, au Canada. Dans chacun de ces pays nous avons vu le développement impressionnant des technologies policières (caméras de surveillance, fichiers informatiques, etc.). Nous affrontons un double danger : non seulement que la démocratie se dirige vers l'oligarchie mais, aussi, que l'oligarchie, le capitalisme en général, entrent dans une phase autoritaire, insistant sur des sujets comme la xénophobie, l'insécurité ou la rivalité entre les nations. L'oligarchie ne veut pas adopter des mesures pour pallier à la crise écologique ou pour diminuer l'inégalité. Non. Ce que l'oligarchie veut, c'est conserver ses privilèges fondamentaux. C'est une oligarchie destructrice. Je crois qu'elle ne comprend pas la gravité de la situation. Au lieu d'évoluer, l'oligarchie est chaque fois plus réactionnaire.

Aujourd'hui il y a un nouvel élément, qui sera sans doute déterminant : la crise écologique, la crise climatique. Cependant, peu sont ceux qui sont disposés à relever les défis.

Nous sommes dans un moment essentiel de l'histoire humaine, pour deux raisons. En premier lieu, nous traversons un moment de notre histoire dans lequel l'humanité arrive aux limites de la biosphère. L'espèce humaine s'est répandue et développée à travers de la planète en s'appuyant sur une nature qui nous semblait immense et inépuisable. Mais maintenant l'ensemble de l'espèce humaine découvre que la planète a des limites et qu'il est nécessaire de trouver un nouvel équilibre entre l'activité et la créativité humaines et les ressources. Nous devons changer de culture et passer de l'idée selon laquelle la nature est inépuisable à la réalité que nous mettons en danger ces ressources. Il nous reste à apprendre à les économiser et à les utiliser avec sagesse et prudence. En

cela, se joue un changement de culture. Le deuxième en importance, est que nous nous trouvons au moment où nous formons une société humaine. Avant nous étions comme des étrangers les uns avec les autres. Là non. Même si à Rio de Janeiro on vit d'une façon différente qu'à Paris, à Londres ou Shanghai, il y a beaucoup d'éléments communs qui nous amènent à prendre conscience que nous appartenons au même monde. La mondialisation non seulement est en compétition avec la mondialisation de la culture ou de l'économie, non, mais aussi atteint la population humaine. Nous découvrons que nous avons des intérêts communs. Les problématiques de l'oligarchie ou de la démocratie se jouent aussi en « Amérique Latine [El Correo propose « **Latinoriginaire** », parce que il faut intégrer et non diviser, comme le fait ce concept raciste et ségrégationniste] », en Asie et en Europe. Nous sommes la même société. C'est un nouvel élément dans l'histoire de l'humanité. Mais cette nouvelle société doit réécrire, inventer une nouvelle façon de vivre avec la biosphère et les ressources naturelles. Si nous n'arrivons pas à le faire, cette société humaine ira vers le chaos, la concurrence et la violence [nous y sommes déjà au Moyen Orient et Afrique NDLT]. Il n'y aura pas seulement du désordre, l'aventure humaine s'arrêtera.

Pour vous, il ne peut pas y avoir un renouvellement de la démocratie si la question écologique n'est pas prise en considération.

L'écologie et la démocratie sont inséparables. Si nous regardons vers les années 70, quand le mouvement écologique a pris son impulsion, il l'a fait avec une critique de la démocratie. La démocratie a toujours été dans le coeur de l'écologie. Mais ensuite le capitalisme a dérivé vers l'oligarchie et nous ne sommes déjà plus dans une situation démocratique. Le capitalisme et l'oligarchie poussent toujours vers la croissance économique. Mais aujourd'hui nous savons que cette croissance économique fait des dommages importants à l'environnement. Nous ne savons pas produire de la croissance économique sans détruire l'environnement, sans émettre du gaz avec effet de serre, sans détruire les forêts comme dans l'Amazonie, ou sans produire d'énormes quantités de soja comme en Argentine, pour lequel des tonnes de pesticides sont utilisés. La croissance permet qu'on oublie l'énorme inégalité qu'existe. La croissance permet de calmer les tensions sociales. Le développement de l'oligarchie, c'est-à-dire, le délire d'un petit nombre de personnes pour s'enrichir d'une manière colossale, pousse à la croissance et, en même temps, à la destruction de la nature. C'est pourquoi la question démocratique est essentielle. Nous devons arriver à une situation où nous pouvons discuter et réussir à diminuer l'inégalité et, ainsi, pouvoir redéfinir ensemble une économie juste qui ne détruit pas l'environnement.

En somme, toute reformulation de l'idée et du principe de démocratie passe par l'écologie.

Effectivement : il est impossible de penser le monde si nous oublions de la question écologique. Ce sujet n'est pas exclusif des Européens ou des occidentaux, non, c'est une question mondiale. Le sujet du changement climatique, le sujet de l'épuisement de la biodiversité ou de la contamination sont des sujets mondiaux. Il est impossible de penser à l'émancipation humaine, à la dignité humaine, à la justice sociale, à l'évolution vers une humanité réalisée dans laquelle chaque personne pourra exprimer ses potentialités par rapport aux autres, dans le concret, rien de cela ne peut être pensé si sont laissées de côté, la nature et la relation avec la biosphère. La situation actuelle est grave à cause de la crise écologique mais aussi pleine d'espoir. Nous avons dix ou vingt ans devant nous pour organiser la transition et permettre aux jeunes du futur qu'ils imaginent une société harmonieuse. Si dans 10 ans nous ne contrôlons pas la contamination, si dans 10 ans nous ne réussissons pas à l'empêcher l'évolution dictatoriale du capitalisme, nous allons tout droit vers des situations très difficiles.

Eduardo Febbro pour **Página 12**

[Página 12](#). Depuis Paris, le 18 février 2013.

POURQUOI HERVE KEMPF ?

[L'oligarchie, ce vieux concept](#)

Par Eduardo Febbro

Vivons-nous dans une dictature ou dans une démocratie ? La question a, pour l'essayiste français Hervé Kempf, une réponse sans concession : les sociétés occidentales marchent vers la dictature, les modèles qui régissent aujourd'hui les sociétés démocratiques d'Occident sont une démocratie en carton pâte qui obéit seulement à un maître : le système financier [international NDLT]. Son pouvoir absolu au dessus de toutes les choses non seulement crée des inégalités abyssales entre les individus, mais, aussi et surtout, a mené la planète à la crise écologique qui met aujourd'hui en danger la permanence de l'espèce humaine. C'est la thèse centrale de son dernier livre par lequel Hervé Kempf termine sa trilogie commencée avec ses deux autres livres célèbres : « Comment les riches détruisent la planète » et « Pour sauver la planète, sortir du capitalisme ». Le livre qui termine ce cycle est, dès titre, une déclaration de guerre contre ceux qui utilisent la démocratie pour s'enrichir : « L'oligarchie, ça suffit, vive la démocratie ».

Le panorama qu'Hervé Kempf décrit est une radiographie exacte du monde contemporain : les grands médias sont contrôlés par le capital, les *lobbies* secrets décident du destin de millions de personnes au-dessus de la volonté populaire exprimée dans les urnes, la culture des finances et leur impunité radicale dicte les politiques contre le bien commun. En somme, une caste de puissants décompose la démocratie en même temps qu'elle détruit la planète. Kempf avance que, pour vivre en paix et pour relever les défis du XXI^e siècle, il est indispensable de restaurer la démocratie.

Cela impose une nécessité absolue : Démasquer l'oligarchie pour la présenter telle qu'elle est, comme un régime qui vise à maintenir ses privilèges de caste au détriment des urgences sociales et écologiques.

Le livre de Hervé Kempf réactualise une idée puissante et nouvelle, dont les premières formulations remontent aux années 70 : Il est impossible de penser la démocratie et l'avenir de l'humanité sans inclure l'écologie comme facteur de régulation de la même démocratie.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, le 19 février 2013.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

* Hervé Kempf est journaliste au journal *Le Monde* et auteur des livres « *Comment les riches détruisent la planète* » et « *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* », Kempf vient de compléter sa trilogie avec « *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie* », où il estime que les sociétés occidentales marchent vers la dictature et les modèles qui régissent les sociétés démocratiques d'Occident obéissent seulement au système financier. Le rôle de l'oligarchie

.
L'écologie
et les
inégalités.